

Critique de l'EURO comme politique impérialiste

(Paru dans FRONT SOCIAL n°11, Automne 1998)

La volonté des gouvernements européens d'avoir une monnaie unique n'est pas récente. Ainsi Rome, par la force, écoulait sa seule monnaie dans son Empire. L'Allemagne nazie rêvait, elle aussi, d'une union monétaire après l'avènement de la victoire totale du Reich (qui n'eut heureusement jamais eu lieu et ce grâce à l'URSS).

Le désir de mettre en place une monnaie unique en Europe a toujours, comme on le voit, découlé de politiques totalitaires des plus néfastes et nuisibles. Nous devons également observer le fait que ce n'est pas un fait nouveau *pour le monde moderne capitaliste* ; la politique d'union monétaire d'aujourd'hui est à mettre directement en parallèle avec celle de l'Allemagne impérialiste nazie.

Il faut bien voir le régime libéral défendu et prôné par la troïka des gouvernements européens successifs mène une politique adaptée aux besoins de la bourgeoisie impérialiste d'Europe de l'Ouest.

Cette mise en place de l'euro est l'aboutissement d'un long processus qui débuta avec la signature du Traité de Rome, qui a été l'extension de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) créée en 1951. L'euro est aussi issu d'une politique monétaire empirique qui a montrée ses faiblesses et son incompétence avec les accords de Bretton Woods et le S.M.E.

A) DU GOLD EXCHANGE STANDARD AU S.M.E. : LES SYSTEMES MONETAIRES

1944 : LES ACCORDS DE BRETTON WOODS

Leur nom vient du fait qu'ils ont été signés en 1944 dans une ville des Etats-Unis portant le nom de Bretton-Woods.

Aussi dénommé Gold Exchange Standard, le système monétaire issu des accords de Bretton-Woods reposait sur la toute puissance du dollar et l'hégémonie des USA sur les pays qui avaient choisis d'être alliés de l'oncle Sam après la seconde guerre mondiale.

Le Gold Exchange Standard était basé, en théorie, sur une convertibilité du dollar en or (les USA fixaient à 35 dollars l'once d'or) dans un système de change fixe mais ajustable, et une fluctuation des monnaies fixées à $\pm 1\%$ autour du dollar.

En pratique, la convertibilité du dollar en or était virtuelle. La pression des USA sur ses alliés fit que ceux-ci entassèrent les dollars sans les convertir en or (ainsi sur les 80 milliards de dollars créés entre 1947 et 1971, seulement 20 milliards furent

convertis en or). Le dollar devint donc une monnaie internationale de fait, et sa domination fit que cela permis aux USA de financer ses guerres (et notamment la guerre du Vietnam) et son expansion avec la complaisance de ses alliés.

Le système, qui fit que le dollar devint plus abondant que la demande qui en était faite, commença à se fissurer au début des années 60 quand des vellétés impérialistes locales (en France notamment) émergèrent, poussant certains pays à se détacher des USA et à convertir systématiquement les dollar en or.

Le système de Bretton-Woods, qui avait aussi mit en place le FMI, fut stoppé le 15 août 1971 quand Nixon annonça la " suspension " du dollar en or.

1973 LE SERPENT MONETAIRE EUROPEEN

Suite à la mise en " suspens " du Gold Exchange Standard furent signés en Décembre 1971 les accords de Washington.

A ce moment le dollar est dévalué de 7.89% par rapport à l'or dont le prix de l'once passe de 35 à 38 dollars.

Les marges de fluctuation du système passent, quant à elles, de $\pm 1\%$ à $\pm 2.25\%$ par rapport au dollar, mais les pays européens possèdent une marge de fluctuation de $\pm 4.5\%$ entre leurs monnaies.

En mars 1972, les pays européens décident de réduire cette marge de fluctuation à $\pm 2.25\%$, c'est l'acte fondateur du Serpent Monétaire qui naîtra officiellement en mars 1973.

Le Serpent monétaire est un système de change fixe qui existera jusqu'en 1978

Son abandon est dû a plusieurs raisons: la fuite de capitaux et l'inflation qui poussent à la dépréciation de certaines monnaies, la crise économique qui s'amplifie par la crise monétaire, les sorties du serpent du Royaume-Uni et de l'Italie en février 1973, de la France en 1974 et en 1976 (après qu'elle y soit de nouveau entrée en 1975), l'engagement de certains pays (Allemagne...) dans des voies de politiques monétaires rigoristes incompatible avec les politiques expansionnistes poursuivie par d'autres pays (France....), la dépréciation du dollar.

1978 LE SME

Suite à l'échec du Serpent monétaire, les gouvernements ouest-européens se lancèrent dans la création du Système Monétaire Européen (SME).

Le SME était axé autour d'un système de changes stables, fixes mais ajustables.

Cela fonctionnait de la manière suivante : chaque monnaie était définie par un cours-pivot relatif au cours de l'ECU (dont le cours était fonction de la moyenne du cours des différentes monnaies et du PIB-poids économique- de chaque Etat européen).

Les monnaies ne pouvaient fluctuer autour de ce cours pivot que dans la limite d'une marge de fluctuation de $\pm 2.25\%$.

Ce système a plus ou moins bien fonctionné jusqu'en 1992. Pendant l'été de cette année là, la Lire et la Peseta sont dévaluées à plusieurs reprises, les spéculateurs les estimant surévaluées. La Lire et la livre sterling durent elles aussi quitter le SME.

A l'été 1993 c'est autour du franc d'être pris dans la tourmente de la spéculation.

Plusieurs faits *auraient convergé* pour alimenter et créer les crises de 1992-1993.

L'un de ces faits et non des moindres serait la réunification allemande. L'Allemagne augmenta ses taux d'intérêt lors de la réunification pour pouvoir la financer. Ceci eut des conséquences sur les autres pays qui subissaient à ce moment là un début de forte récession.

Pourquoi l'augmentation des taux d'intérêt par l'Allemagne a eu une incidence sur les autres pays européens? Parce que ceux-ci avaient décidé, pour résorber leur inflation, de caler leur taux sur celui de l'Allemagne, qui avait un faible taux d'inflation. Pour stabiliser leurs prix les autres pays européens ancrèrent leurs monnaies sur le mark, réputé monnaie " forte ", (ce qui en France aboutit à la politique du franc " fort ").

L'inconvénient d'un tel suivisme monétaire est que, lorsque l'Allemagne décida d'augmenter ses taux d'intérêt, les autres pays européens durent faire de même. Ainsi la France fut attaquée pendant l'été 1993 par les spéculateurs, car elle avait augmenté ses taux d'intérêt alors qu'elle connaissait un début de grave crise économique.

L'autre raison de la crise du SME pourrait être due à la libéralisation de la circulation des capitaux qui devint effective le 1er janvier 1990. Des sommes importantes se mirent alors à circuler sur les marchés des changes, des sommes tellement importantes que les banques centrales épuisaient leurs réserves en luttant contre la spéculation. Ceci fut la cause de la sortie de la livre sterling du SME en septembre 1992.

Après les crises de 1992-1993 le SME verra ses marges de fluctuations passées de $\pm 2.25\%$ à $\pm 15\%$ ce qui démontre bien que ce mécanisme monétaire avait été construit d'une manière bancal, et avec une incompétence paroxystique.

B) LES TRAITES POLITIQUES ET ECONOMIQUES

1951 : LA CECA le 9 mai 1950 le ministre des affaires étrangères de la France, Robert Schuman prononça un discours qui allait devenir la pierre angulaire des fondateurs de l'Europe libérale. En voici quelques extraits :

" Par la mise en commun de productions de base et l'installation d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les autres pays qui y adhéreront, cette proposition réalise les premières assises concrètes d'une fédération européenne indispensable à la préservation de la paix "

" Pour que la paix puisse vraiment courir sa chance, il faut, d'abord, qu'il y ait une Europe. Cinq ans presque jour pour jour après la capitulation sans condition de l'Allemagne, la France accomplit le premier acte décisif de la construction européenne et y associe l'Allemagne. Les conditions européennes doivent s'en trouver transformer [...] L'Europe naîtra de tout cela, une Europe solidement unie et fortement charpentée. Une Europe où le niveau de vie s'élèvera grâce au groupement des productions et à l'extension des marchés qui provoqueront l'abaissement des prix ".

Derrière le prêchi-prêcha de ces paroles se cachait en fait la philosophie démocrate-chrétienne qui n'avait d'autres ambitions que de faire de l'Europe une puissance économique égale et alliée des USA pour combattre l'URSS et les pays socialistes.

Cela donna donc lieu, à Paris en avril 1951, à la signature d'un traité entre la RFA, la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Italie ; en vue d'instaurer la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA).

La CECA, instance supranationale, avait pour but économique de gérer la production du charbon et de l'acier entre les pays signataires du Traité de Paris.

Les membres de la CECA eurent par la suite l'idée de la création d'une Communauté Européenne de Défense (CED). Ce projet se heurta au refus du parlement français en 1954 pour des raisons purement nationalistes.

Mais les adhérents de la CECA poursuivirent leur action, et en 1955 à Messine (Italie) lancèrent deux projets : l'un était axé sur la construction de la futur CEE et l'autre sur celui d'une Communauté Européenne de l'Energie Atomique (ou EURATOM). Ceci allait tracer la voie vers le Traité de Rome.

1957 : LE TRAITE DE ROME

Le traité instituant la Communauté Economique Européenne fut signé le 25 mars 1957 par les mêmes pays qui avaient adhéré à la CECA Le Traité de Rome avait principalement pour but :

1) la Suppression des droits de douane entre ses signataires pour libérer la circulation des marchandises comme en atteste notamment son article 9 : " La

Communauté est fondée sur une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises, et qui comporte l'interdiction, entre les Etats membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation et de toutes taxes d'effet équivalent.. "

2) La libre circulation des capitaux : " Les Etats membres suppriment progressivement entre eux [...] les restrictions aux mouvements de capitaux appartenant à des personnes résidant dans les Etats membres... " (Article 67 du Traité)

3) La libre circulation des services

4) libre circulation des personnes

5) Introduire des règles pour doper la concurrence :

6) Elaborer une politique monétaire et économique commune aux Etats membres " Les Etats membres considèrent leur politique de conjoncture comme une question d'intérêt commun. Ils se consultent mutuellement et avec la Commission sur les mesures à prendre en fonction des circonstances " (article 103 du Traité).

Toutes ces mesures étaient prises en vue d'accéder à la création d'un marché commun. Les signataires du Traité de Rome n'ont pas oublié un petit passage sur la politique sociale : " Les Etats membres conviennent de la nécessité de promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main d'œuvre permettant leur égalisation dans le progrès ". Formule purement démagogique comme l'attestera la montée du chômage en Europe par la suite.

Enfin, et puisque le Traité de Rome devait perpétuer les objectifs de la CECA, il va sans dire qu'il devait continuer à faire de l'Europe une alliée des USA. Pour se faire les signataires du Traité se réservaient le droit de signer des accords économiques influencé par l'impérialisme américain. Ce fut le cas par exemple avec la signature du GATT.

1986 : L'ACTE UNIQUE

L'Acte Unique est né de la volonté des gouvernements européens, au sommet de Fontainebleau en 1984, de faire une refonte du Traité de Rome pour injecter encore plus de libéralisme dans la construction européenne.

Cette ascension de la politique économique européenne vers la voie libérale s'est faite en jonction avec les chefs d'entreprises européens, et elle n'est en faite que la réponse à leur demande d'un grand marché unique.

Ainsi une organisation patronale (l'ERT) a fortement influencé les gouvernements européens pour qu'ils plaident de plus en plus en faveur du libéralisme et du patronat européen.

L'ERT

En 1982, Pehr Gyllenhammar, directeur général de Volvo, et Etienne Davignon, Commissaire Belge à l'industrie, vont créer un comité ayant pour but que la construction européenne emprunte un chemin radicalement libéral..

Avec des dirigeants d'entreprises européennes (dont FIAT, RENAULT, SAINT-GOBAIN, PHILIPS, NESTLE, BSN, SHELL, UNILEVER, BOSCH...) ils vont, à Paris en 1983, donner naissance à l'European Round table (ERT).

La philosophie libérale des membres de l'ERT les incitent notamment, à essayer de convaincre les chefs d'Etats européens de cesser de subventionner et de soutenir les entreprises sur le " déclin ", et au contraire, de financer et d'aider les entreprises qui iraient dans le sens de la " progression " et de " l'innovation technologique ".

Le grand projet de l'ERT consiste cependant en la création d'un grand marché unique européen, ceci pour faire face à la concurrence américaine et japonaise qui profiterait, selon l'ERT, de la division de l'espace économique européen.

Pour faire adhérer les chefs d'Etats européens et les instances européennes à ce projet l'ERT va exercer un lobbying intensif auprès d'eux.

En France les adhérents de l'ERT que sont Roger Forons (SAINT-GOBAIN), Olivier Lecerf (LAFARGE-COPPE) et Antoine Riboud (BSN) sont aussi des proches de MITTERAND, et ils vont recevoir son soutien dans leur idée de grand marché unique européen. MITTERAND fut d'ailleurs en 1983 signataire d'un mémorandum visant à la création d'un espace européen favorable aux entreprises.

Le projet de l'ERT va surtout être soutenu par le président de la Commission européenne qu'était alors Jacques DELORS.

LE RAPPORT DELORS

Ainsi, suite aux travaux d'un parlementaire italien du nom de Spinelli, qui proposa en 1984 " un projet de traité instituant l'union européenne ", Delors va présenter, à Milan en 1985, le projet de Marché Unique Européen.

Le rapport Delors, qu'on a appelé le Livre blanc, présentait les mesures à prendre pour passer à un véritable marché intégré/unique.

Les modifications à apporter au traité de Rome pour passer au marché unique, pour aller vers plus de libéralisme, furent consignées dans un Acte Unique (d'ou le nom

de ce traité) qui fut adopté par les ministres des affaires étrangères des gouvernements européens à Luxembourg le 17 février 1986.

Voyons ce en quoi consistait cet Acte Unique et son incidence sur les peuples européens.

Ce que proposa Delors au conseil européen de Milan les 28 et 29 juin 1985 c'était : " la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes ".

En ce qui concerne les personnes leur libre circulation n'a été qu'une déclaration d'intention (une de celle qui sous le vernis humaniste ne sert en fait qu'une politique coercitive de type libérale). La libre circulation des personnes paraîtra, en effet, bien fictive quand les accords de Schengen exerceront une ample répression à l'égard des personnes.

Avec la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux, l'Acte Unique a rendu caduque l'union douanière dans laquelle était encore taxés les marchandises, les services et les capitaux ne provenant pas de l'union européenne.

Les douze gouvernements membres de l'union européenne au moment de l'Acte unique se sont engagé à supprimer tout contrôle des changes pour les capitaux, les marchandises et les services, à supprimer toutes les frontières intérieures au sein de l'Union. Ces gouvernements, en révisant leur législations nationales pour supprimer les barrières fiscales et techniques pour faire de l'Europe ce marché unique spécifiquement représentatif de l'idéologie libérale, ont précipité l'Europe vers la déréglementation de l'espace économique (notamment avec la fin de la préférence pour les sociétés nationales).

La théorie libérale sous-jacente à l'Acte Unique visait avec la création du marché unique a poussé encore un peu plus l'Europe dans la mondialisation de l'économie, et non pas comme ce qui a souvent était dit par la clique gouvernementale (de droite ou de " gauche ") à protéger l'Europe de la mondialisation.

La déréglementation et la libre-circulation des biens et capitaux est purement libérale. Ainsi plus un marché est " libre ", pour les économistes libéraux, plus la concurrence y est accrue et ainsi plus les entreprises ont, pour garder ou gagner des part de marchés, intérêt à aligner leurs prix sur les prix les plus compétitifs (les plus bas). Et cela ne peut se faire notamment qu'au détriment des salarié(e)s. Soit on les licencie soit on diminue leurs salaires. Mais si les entreprises n'arrivent pas, malgré tout, à réduire leurs coûts et/ou s'aligner sur les prix les plus bas, alors elles disparaissent. C'est ce que la théorie libérale appelle la concurrence pure (nous reviendrons plus loin sur la question de la concurrence).

L'acte Unique est outrageusement antidémocratique, car pur produit de la technocratie européenne. Il fut approuvé par les gouvernements européens sans que ceux ci demande leur avis aux peuples qu'ils étaient censés représentés, ce qui est déjà une entorse à l'idéologie " républicaine " bourgeoise.

Et pourtant l'Acte Unique a engagé l'ensemble des gens vers une voie européenne libérale qui est cause de chômage, et de décisions iniques comme la fermeture du site de Renault à Boulogne Billancourt en 1992.

L'Acte unique a introduit la problématique monétaire qui faisait défaut au Traité de Rome. Dans son préambule l'Acte unique énonce : " L'objectif de réalisation progressive de l'union économique et monétaire ".

Tout en parachevant la création d'un marché unifié, l'Acte unique ouvrait ainsi la porte à une négociation sur des institutions monétaires européennes, et en même temps traçait la voie vers le traité de Maastricht.

DE L'ACTE UNIQUE A MAASTRICHT

Suite à l'Acte unique les membres de l'Union européenne envisagèrent une autre étape dans la construction de l'Europe capitaliste, et ce en voulant approfondir l'analyse d'une monnaie unique évoquée dans l'Acte unique.

Cette nécessité d'avoir une monnaie unique pour l'Union européenne répondait aux attentes des multinationales, auxquelles la division monétaire de l'Europe posait problème à cause des frais financiers qui diminuaient la rémunération du capital.

Le choix de l'Euro est donc dès le début envisagé comme un avantage pour les entreprises.

Lors du Conseil européen de Madrid (26 et 27 juin 1989) Jacques Delors, qui s'était vu confiée la tâche d'étudier une UEM lors du sommet de Hanovre en 1988, remet son rapport qui comporte 3 étapes pour passer à la monnaie unique:

1ere étape : elle devait commencer dès le 1er juillet 1990. Elle envisageait la suppression des contrôles de change afin d'assurer la libre circulation des capitaux dans la communauté européenne, ce qui veut dire resserrement de la convergence économique entre les Etats de la communauté européenne.

2eme étape Une meilleure coordination des politiques économiques et l'amorce de la création du Système Européen des Banques Centrales (SEBC).

3eme étape le SEBC remplace les Banque centrales nationales. Dans cette étape est prévue la fixation irrévocable des parités et enfin l'apparition de la monnaie unique (qui alors était l'ECU).

LE TRAITE DE MAASTRICHT

Maastricht la marche vers l'UEM Le traité de Maastricht

Le rapport Delors a conduit au Traité de Maastricht, dont le nom officiel est : Traité d'Union Economique et Monétaire.

Malgré l'offensive médiatico-politique en faveur du oui à Maastricht, le tiers des électeurs et des électrices qui allèrent voter le 20 septembre 1992 ne se prononcèrent qu'à 51.04% en faveur de la ratification du Traité.

Autant dire que, et c'est une habitude, ce Traité a été ratifié contre la volonté des FrançaisEs, car en additionnant ceux et celles qui ont voté contre, et ceux et celles qui se sont abstenus la majorité a refusé le Traité de Maastricht, alors on peut en tirer la conclusion que Maastricht n'a été adopté que virtuellement par la France.

Maastricht s'inscrit dans la continuité de l'Acte Unique qui était, lui-même, dans la ligne du Traité de Rome. Le traité de Maastricht signé le 7/02/1992 a prévu le passage à la monnaie unique en trois étapes, reprenant ainsi ce qui était conseillé par le rapport Delors.

Ces étapes ont été :

1ERE ETAPE : elle couvrait la période du 1er juillet 1990 au 31 décembre 1993. Elle coïncidait avec l'achèvement du grand marché unique relatif à l'Acte unique et donc pendant cette période la libéralisation des mouvements de capitaux devait être effective dans les Etats de l'UEM.

Les Etats membres devaient aussi, au cours de cette période, faire preuve d'un début de collaboration en vue de resserrer la convergence économique et monétaire de leurs pays.

2EME ETAPE

Cette étape couvrait la période du 1er janvier 1994 au 1er janvier 1999. Au cours de cette période était prévue que les Banques centrales deviennent indépendantes du pouvoir des Etats.

Etait aussi prévue la création d'un IME (Institut Monétaire Européen) dont la mission était de " conseiller " les Etats dans leurs politiques monétaires.

Cette IME, dans lequel les gouverneurs des Banques Centrales se réunissaient, devait aussi servir pour assurer la transition vers la Banque Centrale Européenne.

L'IME (embryon de la futur BCE) formera avec les banques centrales européennes le SEBC chargé de surveiller que les Etats accomplissent à la lettre ce qui était prévue dans le traité de Maastricht.

Pendant cette période devaient être aussi sélectionnés les pays qui participeraient à la monnaie unique. Cette sélection devait s'appuyer sur cinq critères, définis dans le traité de Maastricht :

1) Selon l'article 109J du Traité : " La réalisation d'un degré élevé de stabilité des prix ; cela ressortira d'un taux d'inflation proche de celui des trois Etats membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière des prix ". Le taux d'inflation de 1.5% est indiqué dans un " protocole sur les critères de convergences.... " annexé au traité.

2) Selon l'article 104C du traité : "Les Etats membres évitent les déficits publics excessifs " La valeur de référence de 3% du déficit public est indiquée dans un protocole concernant les déficits.

Pourquoi 3% ? Ce chiffre représente le déficit requis mathématiquement pour stabiliser la dette à 60% du PIB, si le taux de croissance nominal est de 5%. Il se trouve que ce déficit correspondait à la situation de l'Allemagne dans les années 80.

3) Selon l'article 104C la dette publique ne doit pas excéder ou être égale à 60% du PIB.

Le chiffre de 60% a été choisi parce qu'il était le résultat de la moyenne du ratio dette publique brute/PIB dans l'UEM jusqu'en 1990, année précédant la signature du traité de Maastricht. C'est donc un chiffre choisi arbitrairement par des technocrates peu au fait des réalités économiques.

4) " Un état membre a respecté les marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de change du système monétaire européen sans connaître de tension graves pendant au moins les deux années précédant l'examen. Notamment, L'Etat membre n'a, de sa propre initiative, pas dévalué le taux central bilatéral de sa monnaie par rapport à la monnaie d'un autre Etat membre pendant la même période " (" Sur les critères de convergences... "annexé au traité ")

Et selon l'article 109J, "Le respect des marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de change du système monétaire européen pendant deux ans au moins, sans dévaluation de la monnaie par rapport à celle d'un autre Etat membre ; "

5) Le dernier critère concerne les taux d'intérêt : "... le caractère durable de la convergence atteinte par l'Etat membre et de sa participation au mécanisme de

change du système monétaire européen, qui se reflète dans les niveaux des taux d'intérêts " (article 109J du traité de Maastricht)

" Le critère de convergence des taux d'intérêt, visé à l'article 109J [...] au cours d'une période d'un an précédant l'examen, signifie qu'un Etat membre a eu un taux d'intérêt nominal moyen à long terme qui n'excède pas de plus de 2% celui des trois Etats membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix " (Article 4 relatif aux critères de convergences)

Les critères de convergences sont l'exact reflet de l'incompétence de technocrates, issues de la caste de la bourgeoisie, dont la vision très limitée de l'économie fait que leurs prévisions sont inévitablement concrétisées par des échecs dont les prolétaires doivent subir les conséquences.

Ainsi les critères de convergences ont été établis dans une période qui n'avait pas du tout les mêmes caractéristiques économiques que la période où ils ont été mis en application.

La drasticité de ces critères a fait qu'ils ont amplifié les conséquences désastreuses de la crise économique des années 90.

Au moment où les Etats européens auraient eu besoin de marges de manœuvre pour réguler les conséquences de cette crise, les gouvernements des Etats européens se sont liés les mains avec les critères de convergences de Maastricht.

Les gouvernements des Etats européens sont donc les seuls coupables de la restriction de leurs capacités de relancer la croissance et l'activité économique. Il est indéniable que les critères budgétaires ont pesés lourds dans l'abandon par l'Etat de sa mission de service public. Et cela est incontestablement vrai en ce qui concerne la présence de l'Etat dans les banlieues ou son désengagement a fait que les gens y souffrent de plus en plus.

Au lieu de remplir sa mission, c'est à dire être au service des citoyenNEs (toujours dans la conception bourgeoise), l'Etat, en fait les Mitterrand, Balladur, Juppé et autres Chirac, pendant ce temps, la plongeait la France dans la rigueur budgétaire pour faire plaisir aux capitalistes. Le besoin permanent d'un Capital toujours plus grand conduit le système à bouleverser ses propres règles.

Signalons que les critères de Maastricht ne devaient au départ qu'être relatifs à la mise en place de la monnaie unique.

Mais en juin 1997, Chirac et Jospin ont, à Amsterdam, signé un " pacte de stabilité et de croissance " qui fait que les critères draconiens imposés par les instances européennes, relayés par les gouvernements européens, seront encore en vigueur après la mise en place définitive de la monnaie unique.

Cela veut dire que les Etats ne pourront désormais plus avoir de politique économique autonome et seront sans arrêt sous le regard des technocrates européens. Cela veut aussi dire, que les prolétaires européens devront encore une fois être les victimes des mensonges " républicains " de leurs gouvernements, et de leur soumission au Capital.

3EME ETAPE 1er janvier 1999-01 janvier 2002

Nous savons désormais quels seront les pays qui participeront à la troisième phase : la Finlande, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Autriche Le Portugal, et la France.

A cette date l'euro se substituera peu à peu aux monnaies nationales. Le remplacement de celles-ci sera définitif au 1er janvier 2002.

Comme nous venons de le voir avec ce petit historique de la construction européenne, celle-ci n'a jamais eu d'autre ambition que de servir les intérêts des capitalistes. Les quelques lignes insérées dans les traités de Rome ou de Maastricht sur l'amélioration des conditions de vie des peuples n'ont été en fait qu'un signe de l'hypocrisie des gouvernements européens, qui en privilégiant la voie libérale ne souciaient guère des gens.

UN PERIL NOMME BCE

Organisation de la BCE

Suite au clownesque feuilleton franco-allemand lors du sommet de Bruxelles les 1,2 et 3 mai 1998, nous savons désormais que le président de la BCE sera donc Wim Duisenberg. Suite à la pression du gouvernement français il serait remplacé dans quatre ans par Jean-Claude Trichet.

A l'origine et ce conformément au traité de Maastricht, le mandat du président de la BCE devait durer 8 ans. Est ce que le mandat de Duisenberg remis en question par Chirac est une première faille dans la forteresse lentement bâtie par la technocratie européenne ?

La technocratie européenne en concevant la BCE en a fait une copie de la Bundesbank. Son organisation est la suivante :

1) un directoire

Il est composé de six membres en théorie élus pour 8 ans et dont le mandat ne peut pas être renouvelable. Wim Duisenberg sera donc le président de la BCE jusqu'en 2002, il sera assisté par Sirkka-Liisa Saarela, qui gouverne la Banque centrale de Finlande; Otmar Issing membre de la Bundesbank; Eugenio Domingo Salans, membre du comité exécutif de la Banque d'Espagne; Tommaso Padoa-Schioppa,

membre de la Bourse de Milan et enfin par Christian Noyer, énarque et directeur du Trésor. Toutes ces personnes sont connues pour leur idéologie monétaire rigoriste et pour leur phobie de l'inflation. En résumé on ne peut guère penser qu'elles mèneront une politique monétaire favorable aux peuples des Etats européens.

Le directoire est chargé d'assurer le fonctionnement quotidien de la politique monétaire. Politique monétaire qui peut être résumée par le dogme de la stabilité des prix.

2) Un conseil des gouverneurs

Il sera composé du directoire de la BCE ainsi que des gouverneurs des Banques centrales des pays de l'UEM. Il aura pour mission de décider de la configuration monétaire. Ses membres qui ne se réuniront que 10 fois par an laisseront au directoire la prise des décisions.

Au sein de ce conseil les décisions seront prises à la majorité simple (chaque membre aura une voix). On nous dit que chaque Etat pourra par la voix du gouverneur de la Banque Centrale de son pays respectif, fait connaître sa préférence en ce qui concerne le taux d'intérêt ou l'inflation.

Ca c'est la version lénifiante officielle. Car en fait les Banques Centrales seront intégrées au sein du Système Européen des Banques Centrales (SEBC) subordonné à la BCE.

Ce système qui tire son schéma du fonctionnement de la Bundesbank laissera aux Banques centrales la fonction de mettre en place la politique monétaire dans les pays de l'UEM, alors que cette politique monétaire sera décidée au sein de la BCE.

L'article 107 du traité de Maastricht stipule que : " Ni la BCE, ni une banque centrale nationale, [...] ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des Etats membres ou de tout autre organisme ". Ceci indique explicitement que la BCE sera une instance supranationale qui commandera la politique monétaire des Etats européens. Cela veut dire que les peuples de ces Etats devront subir une politique économique décidés par des personnes qu'ils n'ont pas élus. Ce procédé est en contradiction avec tout principe démocratique et il est un des aspects négatifs de la BCE.

Le deuxième point négatif vient du fait que par sa supranationalité, par son absence de contrôle par des institutions étatiques, la BCE sera de plus en plus sous l'emprise des marchés financiers qui plaideront pour la rigueur économique.

Enfin pour objectif, la stabilité des prix, la BCE imposera la rigueur budgétaire aux pays de l'UEM.

Pour toutes ces raisons nous jugeons néfaste l'existence de cette BCE.

Le critère de supranationalité est le seul qui fait s'opposer les nationalistes (FN, les réformateurs du P " C " F à la Robert HUE...) à la BCE, car pour eux il remet en cause l'impérialisme français. Pourtant c'est depuis longtemps qu'avec la libéralisation des marchés, les gouvernements ne contrôlent plus la politique économique de leurs pays, et qu'ainsi les peuples du monde perdent chaque jour un peu plus du contrôle de leur destin au profit de l'oligarchie financière et industrielle.

Le problème de la BCE vient bien du fait qu'elle n'est qu'un instrument de répression économique. Ainsi l'article 104 C du traité de Maastricht prévoit de délivrer des amendes aux Etats qui ne respecteraient pas les critères de déficits publics.

Mais, n'en doutons pas, la BCE servira aussi d'alibi aux gouvernements pour imposer plus de rigueur aux masses.

FAVORISER LA CONCURRENCE : LE LEITMOTIV ECONOMIQUE DE L'UEM

Les gouvernements européens n'ont pas manqué de faciliter la concurrence au sein de l'Union économique européenne, et ce dès la création de la CECA.

La concurrence est le libre-échangeisme, c'est l'alpha et l'oméga de la politique libérale.

Dans l'idéologie libérale la concurrence se définit comme suit :

1) Libre circulation des biens, des capitaux.... Ceci à été pris en compte dans les traités de la construction européenne. Le traité de Rome indique dans son article 3 alinéa a) : " élimination, entre les Etats membres, des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie des marchandises..." (voir également l'article 9 cité plus haut). Le traité de Maastricht quand à lui dans son article 130 stipule que : " La Communauté et les Etats membres veillent à ce que les conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de la Communauté soient assurées ".

2) Aucun participant au marché ne doit pouvoir influencer les prix ou influencer le marché lui-même. L'atomicité est fonction du grand nombre et de la petite taille des participants. Cela veut dire que les monopoles, et plus encore les monopoles d'Etat sont antinomiques avec la concurrence pour les libéraux.

Cette question des monopoles fut prise en compte par le traité de Maastricht dans son article 3A alinéa 1 : le " respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre "

Les libéraux, apôtres de la concurrence, voient en elle le moyen de résorber le chômage. En effet dans la logique des libéraux, les Alain Madelin et autres, la concurrence favoriserait les meilleures entreprises au détriment des autres et réorganiserait de ce fait l'appareil productif. Il serait donc néfaste de soutenir les entreprises sur le déclin qui gêneraient la progression des entreprises en pleine ascension.

Cette " logique " type " loi de la jungle ", on la retrouve dans l'article 92 du Traité de Rome qui signale que : " sont incompatibles avec le marché commun, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions. ". Interdiction est donc faite aux Etats de subventionner les entreprises économiquement affaiblies. Cette ligne de conduite fut notamment la cause de la fermeture de nombreux sites industriels en Lorraine au début des années 80 et à la mise au chômage de nombreux/euses prolétaires dans cette région.

L'Europe économique à travers ses traités tend donc à favoriser la concurrence.

La libéralisation des échanges économiques en Europe, qui a pour origine l'union douanière, a eu aussi pour but, avec le marché commun puis le marché unique en rationalisant la production des entreprises européennes, de faire en sorte que celles-ci soient plus compétitives face à leurs homologues américaines ou japonaise.

Pour ce faire les entreprises européennes, afin d'être plus compétitives entre elles ou face aux entreprises d'autres pays, choisissent de réduire leurs coûts de production. Ces réductions des coûts de productions se sont faite :

- Par l'introduction de plus en plus massive du machinisme dans les industries.
- Par la délocalisation des activités qui demandaient encore un minimum de main d'œuvre vers des pays où la pression du chômage est telle et où la protection sociale est si faible que les prolétaires y sont taillable et corvéable à merci

Ainsi l'industrie automobile européenne a construit des usines dans les pays de l'est ou en Asie (ceci a été une des conséquences de la fermeture de l'usine Renault à Vilvorde en février 1997).

Mais c'est sans aucun doute les industries de l'électronique et du textile qui ont le plus délocalisé. Un chiffre de 470.000 salariés qui se seraient retrouvés au chômage dans ces secteurs est avancé.

Ainsi donc on ne peut que constater que la concurrence ne résorbe pas le chômage, mais qu'elle en crée de plus en plus, et cela est inhérent à son principe.

Marx disait à propos de la concurrence, qui est en fait une guerre industrielle : " La guerre industrielle que se livrent les capitalistes [...] a ceci de particulier que les batailles s'y gagnent, non en recrutant, mais en congédiant l'armée des travailleurs. Les généraux- les capitalistes - rivalisent entre eux à qui pourra licencier le plus de soldats d'industrie " (Marx, " Travail salarié et capital ").

Le paradoxe de la concurrence, c'est que celle-ci conduit indéniablement à son contraire, le monopole. Lénine, dans " L'impérialisme stade suprême du capitalisme ", l'avait fait remarqué en ces termes : " Cette transformation de la concurrence en monopole est un des phénomènes les plus importants - sinon le plus important - de l'économie du capitalisme " .

" La libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole " .

Cela a comme incidence le fait que "le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable " .

Cette réalité de la concurrence qui se transforme en monopole, on l'a vu pendant les années de la crise des années 90.

Des exemples abondent de cette transformation de la concurrence en monopole : en novembre 1996 Axa (assurances) prend le contrôle de l'UAP (assurances). Avril 1997 c'est la fusion de Lyonnaise des Eaux et de Suez. En mai 1998 fusion Daimler-Chrysler

Et bien sûr ces monopoles conduisent à encore plus de chômage, car quand deux entreprises fusionnent, quand une entreprise est rachetée par un grand groupe, il n'est pas rare que des services soient considérés comme de trop, ou ayant double emploi, par les dirigeants des trusts formés.

Une étude de la Commission Européenne de janvier 1997 chiffrait à 300.000 le nombre de licenciement d'ici 2005 dans les monopoles des télécommunications chez les 15 de l'UEM. Signalons que British Telecom, privatisé en 1984, a vu ses effectifs passer de 246.000 personnes à 132.500 en 1995. Deutsche Telekom a réduit ses effectifs de 230.000 à 201.000 personnes début 1995. Voilà encore des chiffres qui vont bien à l'encontre de ce que prétendent les vaticinateurs libéraux, à savoir que la concurrence est indéniablement liée à la création d'emplois.

Il faut être vraiment soit complètement borné soit complètement stupide pour aller à l'encontre des faits (et ils sont têtus comme disait Marx !). Et ces faits sont que la concurrence est inévitablement source de chômage.

L'EURO SERA LE VECTEUR DE L'AGRANDISSEMENT DE L'ARMEE INDUSTRIELLE DE RESERVE

Disons tout de suite que ceux et celles qui croient (à l'instar d'un certain Daniel Cohn-Bendit) que l'euro sera un moyen d'amener l'Europe vers un espèce de fédéralisme, sont victimes d'une tendance à l'idéalisation assez dangereux.

Ils adoptent le même type d'attitude et de théorie que la religion, qui fait croire à ses fidèles qu'il faut souffrir sur la terre pour accéder au paradis.

Cette perversité idéologique est un angélisme jouant en faveur des libéraux pro-euro pour lesquels l'euro n'est qu'un outil, parmi tant d'autres, au service des entreprises et de la finance mondiale.

L'euro n'amènera pas à une Europe fédérale et n'amènera pas le paradis en Europe. Cela est impossible puisque jusqu'ici la mise en œuvre de la politique économique européenne a été faite sous le contrôle des capitalistes et au détriment des prolétaires des Etats européens, sans parler de ceux et celles des pays néo-colonisés.

Ceci étant dit, voyons maintenant les conséquences qu'aura la mise en place de la monnaie unique.

La politique de l'euro " forte " et ses conséquences

L'Allemagne a pesé de tout son poids pour que l'euro soit, à l'image du Deutschmark, une monnaie " forte ". Voyons donc un peu ce que cela veut bien pouvoir dire.

Une monnaie " forte " a comme effet de favoriser les importations.

En effet, la valeur d'une monnaie " forte " est supérieure à celle des autres monnaies. Ainsi les prix des marchandises importées sont faibles. La conséquence de ceci est que les marchandises produites dans le pays qui a une monnaie " forte " ont un prix plus élevés que les marchandises importées.

On perçoit très bien que ceci est nuisible pour les prolétaires, car si l'Europe importe, d'autres pays, des marchandises à bas prix, la production des entreprises européennes va en souffrir, et ces dernières, comme nous l'avons vu plus haut, vont accroître l'exploitation des prolétaires et licencier encore plus.

La financiarisation cause dysleptique de l'économie

L'autre résultat d'une politique de monnaie " forte " est la confiance dont elle fait preuve de la part des marchés financiers. Ceux-ci sont attirés par une monnaie

"forte " car elle a comme corollaire une montée des taux d'intérêt. Ceux-ci se traduisent par la rentabilité accrue du capital, qui peut ainsi se (re-)valoriser.

L'intérêt que peuvent tirer les capitaux à prendre place en Europe est aussi du à la fin de la division monétaire qui existait entre les Etats européens. Cette division avait comme effet des frais financiers qui faisaient baisser la rentabilité des capitaux et leur mobilité en Europe.

Le profit attire les capitaux comme un aimant comme le résumait Marx : " Mais c'est un fait que le capital abandonne une sphère à taux de profit peu élevé et se précipite sur celle qui comporte un taux de profit plus important. " (K.Marx " Le Capital Livre III tome I Ed. Sociales).

Ceci est apparu très clairement pendant la crise qu'ont connu les pays asiatiques, où les capitaux financiers ont quitté ces pays pour aller vers l'Europe.

Comment se réalise la financiarisation de l'économie ?

Par l'achat d'actions, de participations dans les entreprises qui réalisent des bénéfices.

Cela été une des causes de la crise des années 90, où le capital, pour se valoriser, a été placé plus souvent en Bourse que dans l'investissement productif, et donc c'est ce qui risque encore une fois de se produire avec la monnaie unique.

Mais ce n'est pas la seule conclusion de la financiarisation de l'économie. L'achat d'actions par une oligarchie financière fait que les entreprises sont donc soumises au diktat des marchés financiers.

Les entreprises doivent donc engranger des bénéfices que les actionnaires se répartiront. Et ces bénéfices doivent être toujours en hausse, sinon les entreprises peuvent perdre leurs actionnaires et par là même leurs capitaux.

Ces bénéfices ne peuvent donc être réalisés que par l'exploitation des travailleurs/euses en les faisant travailler plus et plus intensément pour le même salaire.

Mais ils peuvent aussi être réalisés en remplaçant les travailleurs par des machines ce qui a pour effet de jeter à la rue les travailleurs/euses qui faisaient le travail avant les machines. S'ensuit donc l'augmentation de l'armée industrielle de réserve, et également la chute tendancielle du taux de profit (puisque le profit passe par l'exploitation cachée des êtres humains).

Enfin dernier aspect de la financiarisation de l'économie est que les entreprises peuvent aller produire dans des pays à faible coûts de main d'œuvre, dans des pays où l'esclavage est encore pratiqué, pays qui emploient 250 millions d'enfants pour

fabriquer des ballons de football ou des vêtements pour des grandes marques de haute couture.

Malgré tout cela on ose prétendre que la mobilité des capitaux est un bien fait pour l'économie.

Pour qui sont les " avantages " de l'euro ?

Nous venons de voir que l'euro profitera déjà aux spéculateurs, à cette économie virtuelle de la finance mondiale.

Passons maintenant en revue les prétendus avantages de l'euro :

1) Avec l'euro on aurait une baisse des taux d'intérêt du à la disparition de la prime de risque. Cette disparition de la prime de risque serait du à la sécurité qu'offrirait l'euro.

2) La stabilité des prix, leitmotiv bien connu de la mission confiée à la BCE.

3) Fixité des taux de change entraînant une meilleure sécurité pour les entreprises par l'élimination des risques de changes.

4) Fin des politiques inflationnistes.

5) Supprimer de fait les dévaluations opérées par les Etats pour soutenir les entreprises de leurs pays.

6) Réduction des coûts de transactions du à la suppression des opérations de changes entre les Etats de l'UEM.

Certains " avantages " apparents de l'euro paraissent distincts au premier abord, alors qu'ils sont en fait liés les uns aux autres

La monnaie unique empêchera de fait les Etats de conserver leur pouvoir de dévaluer leur monnaie pour rendre plus compétitives leurs entreprises. Enfin la fixité du taux de change entraînerait aussi de meilleures conditions de réalisations des projets pour les entreprises ceci étant du encore à la stabilité monétaire.

La stabilité des prix va, quant à elle, mettre fin aux politiques inflationnistes. Rappelons que l'inflation est due à une perte de pouvoir d'achat de la monnaie (dépréciation). Mais comme nous l'avons vu, il n'y aura de toute façon plus de dépréciation monétaire dans un pays donné avec la monnaie unique.

Nous le voyons, les prétendus avantages de la monnaie unique vont scléroser toute politique monétaire pour les Etats européens.

Pour ce qui est de la baisse des taux d'intérêt, elle n'est que pure illusion, ne risquant pas de se réaliser. Cela serait en contradiction avec la politique monétaire confiée à la BCE, qui a pour but que l'euro soit une monnaie " forte ". Dans une telle configuration on ne voit donc pas trop comment les taux d'intérêt pourraient baisser surtout si on ajoute qu'un objectif de stabilité de prix ne va pas de pair avec un objectif d'investissement, et donc de baisse des taux d'intérêt.

Euro et baisse tendancielle du taux de profit

Souvenons-nous, tout d'abord, comment se produit la baisse tendancielle du taux de profit.

La baisse tendancielle du taux de profit est directement liée à l'accumulation, qui fait régresser la mise en valeur des capitaux. Cette accumulation est due à un accroissement du capital constant (machines, bâtiment, énergie, matières premières...) au détriment du capital variable (la force de travail).

Cela fait que les prolétaires sont progressivement remplacés par des machines, ils/elles vont donc grossir les rangs de l'armée industrielle de réserve. Ce qui conduit à ce que le cycle de reproduction du capital se fait de plus en plus avec difficulté, car les biens produits ne trouvent pas de débouchés, vu que de moins en moins de personnes ont les moyens d'acheter les marchandises produites. Ces marchandises, les capitalistes continuent à les produire avec obstination dans l'espoir de faire, quand même, quelques profits.

Voyons maintenant les répercussions que cela aura sur la vie des gens.

L'inflation est un outil pour contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit. Une politique inflationniste fait augmenter le prix des marchandises mais aussi les salaires. Priver les Etats d'un tel outil est néfaste car il bloque l'augmentation des salaires et donc le pouvoir d'achat des gens. Mais il conduit aussi vers la baisse tendancielle du taux de profit par la politique d'austérité des prix.

S'abstenir d'utiliser la politique monétaire, en dévaluant la monnaie par exemple, va aggraver la situation d'un pays donné et va entraîner là aussi une baisse tendancielle du taux de profit pour les entreprises de ce pays.

Voici donc que les prétendus avantages de l'euro se trouvent en fait être des éléments pour une accélération de la baisse tendancielle du taux de profit

Mais il va de soi que le taux de profit ne va pas descendre en flèche comme cela du jour au lendemain, et cela n'arrivera qu'à terme. De plus il existe des moyens pour contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit. Ces moyens sont :

- émigration du capital qui a tendance à aller dans un pays où le taux de profit est plus élevé, et en ce cas précis si il y a hausse des taux d'intérêt il peut émigrer en

Europe. De plus la fin d'une division monétaire en Europe va aussi favoriser le capital financier qui n'aura plus à subir les coûts de transactions qui existaient entre chaque monnaie européenne. Nous avons vu plus haut ce que donnait la mobilité des capitaux et la spéculation qui s'ensuit.

Cette mobilité des capitaux et la spéculation sont dues à une croissante dématérialisation de la monnaie. La mobilité des capitaux est une maladie qui génère le chômage, l'exclusion... et ceci met à mal la thèse des monétaristes pour lesquels la monnaie n'influe d'aucune façon sur l'économie.

- Baisse de la valeur des marchandises composant le capital constant, comme par exemple les matières premières. Ce qui veut dire importation de produits à bas coût et à faible valeur de la force de travail

- Augmentation de l'exploitation des prolétaires pour obtenir un accroissement de la plus-value. Soulignons que cela peut se faire au dépend des prolétaires d'Europe aussi bien qu'au détriment des prolétaires des pays du Sud et de l'Est de l'Europe, comme nous le verrons plus loin.

- fusion/acquisition d'entreprises produisant des produits distincts au sein d'un même groupe (ex une entreprise de Bâtiment Travaux Publics achetant une entreprise de service des eaux et/ou de machin outil). Cela participe à une augmentation de la composition organique du capital avec des secteurs à fort taux de machinisme et à faibles salaires, mais aussi à un élargissement de gammes de produits proposés. Un exemple de ceci est l'acquisition par la Générale des Eaux (aujourd'hui Vivendi de Canal +, Le Point, l'Express, L'Expansion et également des services de télécommunications de la SNCF.

- Intensification de l'utilisation de l'investissement, ce qui entraîne l'accumulation, pour remplacer les machines usées.

Exploitation des gens, augmentation du chômage et impérialisme : résultats de la baisse tendancielle du taux de profit

Pourquoi la baisse tendancielle du taux de profit a pour résultante l'exploitation des prolétaires, l'augmentation industrielle de réserve et l'aggravation du développement de l'impérialisme ?

Ainsi donc la baisse tendancielle du taux de profit se trouverait être contrecarrer par les moyens que nous venons de voir (émigration du capital, exploitation des prolétaires ...).

Cependant ces moyens n'agissent que temporairement sur la baisse du taux de profit, et ils vont par la suite inverser leurs effets.

L'intensification de l'exploitation s'accroît parce que la productivité doit être maximum et le surtravail augmente de fait.

Cette exploitation peut se réaliser concrètement, par ce que les libéraux appellent pudiquement la " flexibilité " qui n'est en fait que la précarisation de l'emploi. Cette précarité on la retrouve sous la forme du travail intérimaire qui de 113.000 personnes en 1985 touchait en 1996 273000 personnes. Dans le même laps de temps les Contrats à Durée Déterminées sont passés de 273.000 en 1985 à 790000 en 1996 (sources INSEE).

La précarisation de l'emploi va aussi s'accroître avec la loi sur les 35h, qui au lieu de favoriser le bien être des salariés, va au contraire favoriser le patronat. Celui-ci va en effet pouvoir, sous le couvert du terme d'annualisation du temps de travail, d'exploiter les prolétaires quand il le voudra et de les renvoyer chez eux quand ils/elles ne lui seront plus nécessaires.

Cette précarisation de l'emploi est symptomatique du marché du travail au Royaume-Uni.

Le modèle anglais suscite beaucoup de convoitises de la part des libéraux, relayés par les médias, qui voudraient bien l'imposer en France.

Ce qui se passe en Angleterre c'est en fait la précarité du travail poussée à son paroxysme, puisque n'importe quelle prolétaire peut-être du jour au lendemain renvoyée par son patron.

Nous ne pouvons que combattre un tel modèle venu d'un pays qui comme on le sait n'a jamais brillé par le caractère social de sa politique et ce d'autant plus depuis le passage de Thatcher au pouvoir, qui a largement contribué à la mise en place d'une telle précarité de l'emploi en Angleterre.

Rodrigo Rato, ministre espagnol de l'économie, affirmait, le 17/02/1998, et ce avec enthousiasme, que l'euro accélérerait la libéralisation et la flexibilité de l'économie.

Ces paroles tenues par un dirigeant politique démontre bien que la déréglementation du marché du travail est un but des dirigeants politiques européens avec la mise en place de la monnaie unique.

Une autre forme que prend l'exploitation des prolétaires peut-être l'allongement de la journée de travail. En effet l'obtention de la plus-value ne peut être réalisée qu'en augmentent la journée de travail et donc le surtravail et l'exploitation des prolétaires.

De cela découle le fait que les gens vont travailler plus intensément dans le même temps et donc apporter plus de profit aux patrons. Mais ils ne seront en retour pas payer plus. Ainsi il est affligeant de voir qu'alors les entreprises réalisent des

profits croissants le pouvoir d'achat des ouvrier(e)s est passé de 4.0% pour les années 1967-1978 contre -0.2% pour les années 1991-1995 (source INSEE).

" La force ouvrière [...] décroît aussitôt que ces industries ont pris racines ". (Marx Le Capital livre 1 tome III). Marx exprimait ainsi le fait que pour limiter leurs coûts de productions les capitalistes font appel de plus en plus au machinisme.

Le machinisme est donc un autre moyen employé par le capitaliste pour augmenter sa plus-value. Celui-ci, il vrai au départ, fait appel à un nombre de prolétaires pour régler les machines. Mais par la suite ces machines prennent progressivement le travail des gens, qui se retrouvent alors à grossir les rangs de l'armée industrielle de réserve.

Notons que la baisse des taux d'intérêt qui est prévue avec le passage à la monnaie unique aura, on l'imagine, tendance à favoriser l'investissement et donc favorisera par là même l'achat de machines de plus en plus perfectionnées.

Un exemple manifeste de ceci est ce qui se passe dans le secteur de l'informatique actuellement. Nombres d'entreprises emploient des informaticienNEs pour initialiser les ordinateurs face aux problèmes de passage à l'euro ou pour chasser le bug de l'an 2000. Que deviendront ces informaticienNEs par la suite ?

Un autre élément va faire augmenter l'armée industrielle de réserve. Et cet élément est déjà source d'une partie de l'augmentation du chômage ces dernières années. Il s'agit de la fusion/acquisition d'entreprises au sein de trusts.

Ainsi, pour amasser du profit les capitalistes vont fusionner ou acquérir des entreprises afin d'élargir leurs gammes de produits sur le marché.

Les fusions/acquisitions sont en général génératrices de licenciements, comme nous l'avons vu plus haut, car sont alors supprimés des services qui sont jugés en doubles dans deux entreprises produisant les mêmes choses.

Renforcement de l'impérialisme avec l'euro

L'impérialisme va se durcir avec la mise en place de l'euro. Comment cela va-t-il se produire ?

Tout d'abord, nous l'avons vu, la baisse de la valeur des marchandises composant le capital constant tend à contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit.

Parmi ces marchandises prenons les matières premières. Pour posséder ces matières premières à bas prix il y a plusieurs solutions.

L'une d'elles consiste à faire baisser le cours des monnaies des pays producteurs de matières premières. Ainsi une dévaluation du franc CFA (comme cela c'est déjà

passé en janvier 1994) engendrerait une baisse du coût des exportations pour les pays africains. Cette forme de domination impérialiste, Che Guevara, dans " Créer deux, trois...plusieurs Vietnam ", l'avait déjà remarqué : " Quand les processus se développent sans interruption, au colonialisme succède [...] un néo-colonialisme dont les effets sont les mêmes en ce qui concerne la domination économique ".

L'autre solution consisterait en une guerre impérialiste larvée ou frontale afin de contrôler les pays du Sud exportateurs de matières premières. Cela coïnciderait à la fin d'impérialismes locaux qui s'allieraient pour ne former qu'une seule vaste zone impérialiste européenne.

Cette zone impérialiste européenne serait bien sur soutenue par l'oligarchie financière qui, comme on l'a vu, viendrait s'installer de plus en plus en Europe pour les raisons que l'on sait.

L'autre motivation de la guerre impérialiste est de déterminer le partage, et à terme le contrôle du monde par telle ou telle zone impérialiste.

Ainsi le facteur de réserve de valeur que possède la monnaie ne serait pas étranger à cela. Il serait en effet avantageux pour l'Europe que la totalité des échanges mondiaux soient fait en euro car cela aurait pour corollaire la montée en puissance et en valeur de la monnaie. Cela fut le cas avec le dollar au temps de la toute puissance des USA.

Ajoutons à tout ceci que l'impérialisme européen, pour se consolider, peut aussi passer des alliances avec des pays ouvertement répressifs, c'est le cas avec la Turquie dont le régime dictatorial est très sollicité pour faire parti de l'UEM.

L'EUROPE LIBERALE ET L'EURO CONDUISENT A UNE IMPASSE ET REFLETENT LES CONTRADICTIONS DU SYSTEME CAPITALISTE

Comme nous venons donc de le voir l'Europe qui se dessine avec l'euro va aboutir à une impasse.

Chômage, exploitation, impérialisme seront les causes endogènes de l'Europe libérale.

La monnaie unique va nous conduire à une crise, une crise de suraccumulation par l'augmentation de l'accumulation.

La monnaie unique va conduire à une augmentation de l'armée industrielle de réserve Les peuples des Etats européens seront sacrifiés sur l'autel du bénéfice

La monnaie unique va nous conduire à terme à une guerre inter-impérialiste pour contrôler les pays du sud, ainsi que les pays de l'est européens.

Pour donner un avant goût de ce qui va se passer avec la mise en place de l'euro, l'unification monétaire et économique de l'Allemagne a fait que l'ancienne RDA en 1993 avait perdu 35% de ses emplois et 25% de sa production (Rapport du Sénat cité dans l'Euro de Philippe Sassier).

De plus les Etats seront contraints par la BCE à suivre avec précaution l'état de leur dette publique et de leur budget. Ainsi le maigre amortisseur social qui existait jusque là pour protéger les plus démunis, risque à terme de s'étioler de plus en plus.

L'incidence d'une restriction budgétaire imposée aux Etats, on la voit tous les jours. Cela a eu notamment comme effet de causer la diminution du nombre d'hôpitaux (et pour ceux qui restent la diminution de lits en hospitalisation), la diminution du nombre d'écoles (et l'augmentation des classes surchargées). Cela a eu aussi pour conséquence l'augmentation des prélèvements obligatoires de type CSG ou RDS chargés de remplacer les désengagements de l'Etat dans l'action sociale (les prélèvements obligatoires ont augmentés de 3% en France entre 1980 et 1995 ; en Italie ils ont augmenté de 11%, le pays devant même payer un impôt spécial Euro pour stabiliser le déficit public à 3%).

Il n'est pas question après tout ceci de croire les discours des laudateurs de la monnaie unique, dont le premier d'entre eux est Jacques Chirac qui en VRP de la monnaie unique affirmait le 16 avril 1998 : " l'Euro inspire la confiance et garantit l'activité et l'emploi " après avoir réalisé que : " C'est vrai, beaucoup de gens sont inquiets. On a peur du changement de monnaie. On craint [...] l'ouverture des économies, la concurrence " et d'ajouter " Des réformes sont nécessaires. Elles sont inévitables ". " La France doit s'inspirer de ce que font les pays qui réussissent le mieux dans la lutte contre le chômage. C'est pourquoi nous devons placer l'esprit d'entreprise au premier rang ".

On peut se demander si de telles paroles sont issues d'une incompetence économique totale ou d'une hypocrisie de la part de Monsieur Chirac. Et y répondre de manière révolutionnaire.

Tout cela se vérifie à la lumière de ce que nous avons vu plus haut mais aussi après les déclarations de quelques pro-euro. Ainsi lors du Sommet mondial de libéraux qui se tenait à Davos (Suisse) en février 1998, Rudi Dornbush, professeur au MIT (Massachusetts Institute of Technology), déclarait lors d'un interview (Libération du 4/02/198): " Ce qui est sur, c'est que l'euro ne résoudra pas le problème du chômage ".

Niall Fitzgerald patron d'Unilever affirmait quand à lui le 16 mars 1998 : " La réalité qu'on tait sur l'UEM, c'est que dans chaque pays, dans chaque secteur, dans chaque communauté, il y aura des gagnants et des perdants ".

Les perdants, nous savons qui ils seront. Ils sont parmi les 18.2 millions de chômeurs/chômeuses officiels que compte l'Europe, auxquelles s'ajoutent les 9 millions de personnes rayées des chiffres officiels et les 55 millions d'Européens vivant au dessous du seuil de pauvreté. Voilà les perdants de la politique libérale européenne poursuivie par les gouvernements des Etats européens.

Voilà la réalité de l'UEM, et on ne peut que s'attendre à ce que celle-ci devienne de plus en plus sombre dans les années qui viennent. Les discours des Chirac, Dominique Strauss-Kahn, et autres Yves Thibault de Séguy (chargé au sein de la Commission européenne du dossier Euro), relayés par les amis et chiens de garde du capital et des gouvernements, c'est-à-dire les médias, ces discours ne visent qu'à la chloroformisation des masses. Ces discours n'ont d'autres buts que de faire avaler la pilule de l'euro. Quand il ne la scotomise pas, ils minorent complètement la réalité. Cette réalité, la réalité que va faire connaître aux prolétaires la monnaie unique, elle a pour nom chômage, exclusion, pauvreté, exploitation, impérialisme.

Si nous ne pouvons désormais aller contre la monnaie unique, il est nécessaire de connaître la part de responsabilité qui incombera à ceux qui ont menti aux prolétaires et qui seront les responsables directs de la crise qui à terme secouera l'Europe après la mise en place de l'Euro.

Cette crise révélera au grand jour le crétinisme des technocrates gouvernementaux et financiers et leurs méthodes empiriques, ainsi que l'exploitation à grande échelle organisée par le système.

[Quelques conseils de lecture : de nombreux ouvrages sont sortis sur la monnaie unique et la politique économique de l'Union Européenne. Même si ils manquent à tous une perspective marxiste (-léniniste) du problème, en voici quelques uns parmi les plus intéressants :

- " La monnaie unique en débat " (Editions Syros/Alternatives Economiques). Ouvrage collectif de l' "Appel des économistes pour sortir de la pensée unique " impulsé par Hoang-Ngoc Liêm. Livre proposant de pertinentes critiques de l'euro, même si elles pêchent par leur socialisme soft ;
- " L'Europe et la mondialisation " de Frédérique Sachwald (Editions Flammarion, collection dominos) ;
- " Monnaie européenne, enjeux et réflexions " de Frank Genin (Editions Economica) ;
- " L'Europe monétaire " d'Andrew Brociner (Editions Seuil, collection Mémo) ;

- " L'union européenne " de Jean-Luc Mathieu (Edition Presses Universitaires de France) ;
- " L'Europe économique " de Bertrand Commelin (Editions Seuil, collection mémo).]